



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

03-01-2017

« Partage » et « Communs », des « idées » pour mieux masquer la nature du capitalisme

Dans l'intense bataille idéologique qui se développe pour justifier le système capitaliste, surgissent des concepts que leurs inventeurs essayent de nous vendre comme nouveaux. C'est le cas des notions de « partage » et de « communs ». Ces deux notions fleurissent dans les expressions d'un large spectre politique et syndical.

Elles demandent quelques explications.

Le « partage » est devenu un des maîtres mots de tout réformiste. Cette notion qui est présentée comme moderne est en réalité une vieille lune de la collaboration de classe.

Ce slogan, « un autre partage des richesses » qui semble de bon sens puisqu'il est censé indiquer que l'on prend aux riches pour donner aux pauvres, recouvre en réalité une grande ambiguïté. **Il s'agit d'un rideau de fumée pour éviter de parler de l'essentiel : la nature du capitalisme.**

Rappelons que toute richesse produite provient **exclusivement** du travail salarié et de l'exploitation des ressources naturelles. Les revenus provenant des richesses produites se répartissent en profits, salaires, investissements et intérêts. La distribution détermine dans quelles proportions les richesses produites sont réparties entre les classes sociales.

Les détenteurs du capital, possèdent les moyens de production et d'échange, les travailleurs, n'ont rien d'autre à vendre que leur force de travail. **Le rapport social entre les capitalistes et les salariés est un rapport d'exploitation.** Le capitaliste qui achète la force de travail du salarié dispose seul de son usage avec pour objectif d'en tirer le maximum de plus-value. Quant au salarié contraint de vendre sa force de travail pour vivre, le travail ne lui appartient pas, ni dans son contenu ni dans ses résultats. Dans la société capitaliste, l'ensemble des relations économiques et en premier lieu la production des richesses est donc dominée par les capitalistes. **Augmenter la valeur créée pour accumuler du capital, telle est la loi d'airain du capitalisme. Ce rapport social est à la base de la lutte des classes. Or, l'accent mis sur le « partage des richesses » évince ce rapport d'exploitation, repose sur le mythe de l'Etat « régulateur » gestionnaire de « l'intérêt commun », qui n'est en réalité que celui de la classe dominante.**

Promouvoir une répartition différente des richesses comme solution pour changer fondamentalement de politique, revient à affirmer que le capital est lui-même créateur de valeur. Il y aurait en quelque sorte un gâteau composé de richesses produites et il s'agirait de partager ce « gâteau » de façon moins inégale. Or qui a la propriété a le pouvoir. Qui possède les moyens de production dicte l'organisation, le contenu, les objectifs du travail, les salaires et plus généralement les règles de l'économie et de la vie sociale.

Afin d'accroître au maximum les profits, les capitalistes réduisent autant que le leur permet le rapport de force dans le cadre de la lutte de classes, la part du travail qu'ils rémunèrent en intensifiant l'exploitation.

L'intervention de l'État n'est pas neutre. Sa puissance n'a jamais fait défaut à la classe des capitalistes pour leur permettre d'accaparer encore plus de plus-value en assujettissant encore plus les salariés.

L'État prélève le moins possible sur les profits et sur les revenus destinés à l'accumulation du capital, il reporte l'essentiel de l'effort sur les salariés en particulier au travers de la TVA. L'apport des entreprises capitalistes à la fiscalité est sans rapport avec

l'importance des profits qu'elles dégagent. Les revenus personnels des capitalistes bénéficient eux-mêmes d'une fiscalité de faveur. L'État utilise les ressources qui proviennent pour l'essentiel du travail salarié pour assurer le financement d'une partie de l'accumulation du capital privé. Ce qu'il alloue au capital privé, il l'enlève aux consommations collectives qui assurent les besoins collectifs en matière de santé, de logement, de transport, de formation...

Les richesses créées par le travail des salariés sont accaparées par les capitalistes par l'exploitation des salariés. La part de ces richesses qui est prélevée par l'Etat sous forme d'impôts et de charges sociales est reversée majoritairement au capital.

Pour stopper ce cycle infernal pour le peuple, pour changer fondamentalement le cours de la politique il faut donc s'attaquer au capitalisme lui-même. Il faut que la Nation, sous l'autorité du pouvoir populaire, ait la maîtrise complète de sa stratégie économique.

Pour que cela se réalise, il faut arracher aux capitalistes les richesses créées par le travail qu'ils s'approprient, il faut prendre les moyens de production et d'échange aux multinationales industrielles et financières, il faut que les secteurs clés de l'économie et de la finance soient gérés et contrôlés par le peuple.

La classe des capitalistes n'est pas prête à abandonner le pouvoir. Les grands groupes capitalistes préparent activement l'élection Présidentielle. Leur but : s'assurer une majorité politique à leur service comme c'est le cas aujourd'hui.

Le changement de politique ne peut être que le résultat des luttes clairement anticapitalistes. Il ne peut pas y avoir d'aménagement entre les capitalistes et les travailleurs. L'opposition est irréductible. La lutte des classes est un fait permanent, ce qui rend indispensable l'existence et l'action d'un parti révolutionnaire dont l'objectif est d'abolir le capitalisme et de construire une société débarrassée de son exploitation. C'est le but de notre Parti Révolutionnaire Communistes.

Avoir le pouvoir économique et financier est la condition indispensable pour avoir le pouvoir politique.